

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE**

**N°192**

**PERIODE DU 1<sup>ER</sup> AU 30 JUIN 2019**

**CONSULTATION SUR PLACE :**

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

**ARRETES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 28/06/2019 de la société SNEF sise 3 Chemin des Daturas 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur Anthony ORIOL concernant une phase études des infrastructures Orange sur trottoir et chaussée ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-388**

**ARTICLE 1**

La société SNEF est autorisée à occuper le domaine public de diverses rues de la commune et la circulation des véhicules pourra être restreinte en tant que de besoin.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **03 juillet au 03 novembre 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG06176,  
**Vu** la demande en date du 28/06/2019 du pétitionnaire Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des travaux sur le réseau d'eau potable ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise CEGETP chargée de leur réalisation, sise Boulevard du Libre Echange 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représentée par Monsieur Jean-Jacques ROUSSET, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-387**

**ARTICLE 1**

La société CEGETP est autorisée à occuper le domaine public du chemin rural de la Bourdette, à proximité de l'intersection avec la route de Lauzerville.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **15 juillet au 02 août 2019**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 27/06/2019 du pétitionnaire NT BATIMENT sis 8 Impasse des Métiers 31140 PECHBONNIEU concernant l'installation d'une grue sur le chantier du promoteur PROCIVIS ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-385**

**ARTICLE 1**

La société NT BATIMENT est autorisée à occuper le domaine public au droit du chantier privé du promoteur PROCIVIS PIERRE PASSION afin de stationner une grue mobile permettant de procéder au démontage d'une grue de chantier. La circulation des véhicules pourra être effectuée sur une seule voie de circulation. Cette occupation du domaine public durera au maximum une journée.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **05 juillet 2019**.

**ARTICLE 5**

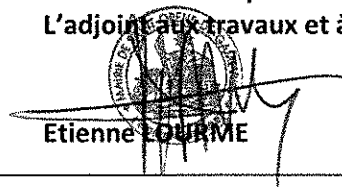
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
A L'OCCASION DE LA FETE  
NATIONALE 2019**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour la bonne organisation de la fête nationale du samedi 13 juillet 2019 et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation,

**ARRETE S/N° 2019 - 380**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la fête nationale, la circulation et le stationnement de tous les types de véhicules seront interdits, à l'exception des riverains, des services d'urgences, des services municipaux et des organisateurs sur la place Jean BELLIERES et dans toutes les rues adjacentes suivantes :

- à partir du n°6 de l'avenue Jean Bellières jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières/ avenue Armand Leygue/ avenue des Chênes.
- rue de Lentourville au niveau du n° 32 et 43

**DU SAMEDI 13 JUILLET 2019 (11h00)  
AU DIMANCHE 14 JUILLET 2019 (2h30)**

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières et de la place Jean Bellières avant le dimanche 14 juillet 2019 (2h30) sur décision des autorités communales compétentes.

**ARTICLE 2**

Pour le bon déroulement de la fête nationale sur la place Jean BELLIERES, la circulation sera déviée pendant la durée de la manifestation de la façon suivante :

- Pour l'avenue Jean BELLIERES : par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue ;
- Pour la place Jean BELLIERES et la rue de LENTOURVILLE : par la rue du Parc et la rue du Moulin

### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie et entretenue par les services municipaux et mise en place par les organisateurs. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie

### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

### **ARTICLE 5**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### **ARTICLE 7**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera adressé :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 13 juillet 2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG03232,  
**Vu** la demande en date du 25/06/2019 du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des créations de branchements EU, EP, AEP ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BAYOL chargée de leur réalisation, sise 19 Impasse Didier 31400 TOULOUSE représentée par Monsieur Michael CASTEX, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-379**

**ARTICLE 1**

L'Avenue de la Marqueille sera fermée à la circulation au droit du n°6 de l'Avenue. Une déviation sera mise en place par l'Avenue de Toulouse, l'Allée des Champs Pinsons, la rue du Commerce et le Boulevard du Libre-Echange. L'accès des poids-lourds au commerce « Triumph Toulouse – Bonnie & Ride » et « Castorama » sera maintenu depuis l'Avenue de la Marqueille. La société BAYOL est autorisée à occuper le trottoir.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 29 juin au 5 juillet 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à :

**Madame Florence AUSSENAC**  
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 05 juillet 2019 à  
11 heures, entre :  
Madame Aurore MARTON et Monsieur Dimitri LAVERGNE-LAVAL-PETIT.

**ARRETE S/N° A 2019-378**

**ARTICLE 1**

**Madame Florence AUSSENAC** est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par  
empêchement des Adjoints, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage  
du 05 juillet 2019 à 11 heures, entre Madame Aurore MARTON et Monsieur Dimitri LAVERGNE-  
LAVAL-PETIT.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Orens de Gameville**, est  
chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressé.

**Madame le Maire de Saint-Orens,**

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **27 JUIN 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 24/06/2019 du pétitionnaire EIFFAGE ZI de la Madeleine 31132 BALMA représentée par Monsieur Vincent BROCHARD pour la modification des horaires de travail ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-377**

**ARTICLE 1**

En raison de fortes chaleurs prévues durant la semaine, l'entreprise EIFFAGE est exceptionnellement autorisée à travailler sur le chantier de la phase 2 du « Cœur de Ville » à partir de 06h00 du matin.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 au 28 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 24/06/2019 du pétitionnaire Monsieur Gilles LAMOUR sis 24 Avenue du Mail 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE la pose de deux palettes sur le domaine public ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-376**

**ARTICLE 1**

La pose de deux palettes est autorisée sur le domaine public au droit du n°24 de l'Avenue du Mail.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 au 30 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 24/06/2019 du pétitionnaire Monsieur BOUTILLAT sis 9 rue des Saphirs 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE le stationnement d'un engin de chantier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-375**

**ARTICLE 1**

Le stationnement d'un engin de chantier est autorisé sur le domaine public au droit du n°9 de la rue des Saphirs.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 au 26 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

<b>Demande déposée le 17/05/19</b>	
Par :	<b>S.A.S MDB</b>
Demeurant à :	<b>19 ZI DE RIBAUTE 31130 QUINT FONSEGRIVES</b>
Représenté par:	<b>Monsieur DEL BORRELLO Marc</b>
Pour :	<b>Isolation par l'extérieur et extension</b>
Sur un terrain sis :	<b>7 RUE DU PARC BM 181</b>

<b>N° PC 031 506 19 00015</b>
-------------------------------

**Surface de plancher créée : 43 m²**

**Nb de logements : 1**

**Nb de bâtiments : 1**

**Destination : Habitation**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire pour la rénovation d'une maison individuelle et une extension,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

**Vu** la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013,

**Vu** l'avis de Toulouse Métropole, direction du cycle de l'eau en date du 04/06/2019,

**ARRETE S/N°A 2019-374**

## **ARTICLE 1**

Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée

## ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

  
Serge JON  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 JUIN 2019  
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 JUIN 2019  
En publication, affichage ou notification le : 27 JUIN 2019  
Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 24 MAI 2019

### Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131 du code général des collectivités territoriales.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETE PORTANT DELEGATION DES  
FONCTIONS DE PRESIDENCE DE LA  
COMMISSION D'APPEL D'OFFRES  
D'OUVERTURE DES PLIS DU MARCHE  
« ACHAT DE FOURNITURES  
TRAVAUX »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

**Vu** le Code de la Commande publique,

**Vu** la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres (C.A.O.) de la commune de Saint-Orens de Gameville;

**Considérant** que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut organiser son remplacement en désignant un représentant non membre de la C.A.O. appelé à présider la C.A.O. lorsqu'elle ne peut pas y participer,

**Considérant** que Monsieur Etienne LOURME a été élu Conseiller Municipal Adjoint le 29 mars 2014,

**Considérant** que Madame le Maire décide de déléguer à Monsieur Etienne LOURME sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres d'ouverture des plis du marché « Achat de fournitures travaux »,

**ARRETE S/N° A 2019-372**

**ARTICLE 1**

Monsieur Etienne LOURME, Conseiller Municipal Adjoint, est délégué, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres.

Cette délégation est consentie de manière ponctuelle pour la Commission d'appel d'offres d'ouverture des plis du marché « Achat de fournitures travaux » prévue le jeudi 27 juin 2019 à 9h30.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20 JUN 2019

En publication, affichage ou notification le : 20 JUN 2019



# ARRETE PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS DE PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES D'OUVERTURE DES PLIS DU MARCHÉ « SERVICE DE TELECOMMUNICATION - ACCES PRINCIPAL - TELEPHONIE FIXE ET TRANSMISSION DE DONNEES »

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

**Vu** le Code de la Commande publique,

**Vu** la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres (C.A.O.) de la commune de Saint-Orens de Gameville;

**Considérant** que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut organiser son remplacement en désignant un représentant non membre de la C.A.O. appelé à présider la C.A.O. lorsqu'elle ne peut pas y participer,

**Considérant** que Monsieur Thierry ARCARI a été élu Conseiller Municipal le 23 mars 2014,

**Considérant** que Madame le Maire décide de déléguer à Monsieur Thierry ARCARI sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres d'ouverture des plis du marché « Services de télécommunication - Accès principal - téléphonie fixe et transmission de données »,

## ARRETE S/N° A 2019-371


### ARTICLE 1

Monsieur Thierry ARCARI, Conseiller Municipal, est délégué, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres. Cette délégation est consentie de manière ponctuelle pour la Commission d'appel d'offres d'ouverture des plis du marché « Service de télécommunication - Accès principal - téléphonie fixe et transmission de données » prévue le jeudi 27 juin 2019 à 9h00.

### ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,  
  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le : 20 JUIN 2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05983,  
**Vu** la demande en date du 13/06/2019 du pétitionnaire Toulouse Métropole – Direction Mobilité Gestion Réseaux sis 2 Impasse Brémond 31200 TOULOUSE représenté par Madame Emmanuelle SOUDAIS concernant des travaux sur le réseau télécom ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LHERM TP chargée de leur réalisation, sise Chemin Dubac 31270 CUGNAUX représentée par Monsieur Michaël MARQUETTE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-370**

**ARTICLE 1**

En coordination avec les travaux de l'entreprise EIFFAGE dans le cadre du projet d'aménagement de la phase 2 du Cœur de Ville, l'entreprise LHERM TP est autorisé à occuper le domaine public.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 1<sup>er</sup> au 26 juillet 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT


En publication, affichage ou notification le : 20/06/2019

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la Fête Nationale :

- Le samedi 13 juillet 2019 de 18h00 à 23h59.
- Le dimanche 14 juillet 2019 de 00h00 à 02h00.

Nom et signature de l'intéressé :

**BROTONS**  


Le 12/07/2019

**ARRETE S/N° A 2019-369**

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

**Vu** l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

**Vu** la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 18 juin 2019 par, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la Fête Nationale :

- Le samedi 13 juillet 2019 de 18h00 à 23h59.
- Le dimanche 14 juillet 2019 de 00h00 à 02h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,  
Par délégation



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19.06. 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 19/06/2019 du pétitionnaire SAS SICRE FRERES sis Patau 09120 LOUBENS représenté par Monsieur Sébastien CUBAYNES concernant le stationnement de véhicules de chantier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-368**

**ARTICLE 1**

Le stationnement de véhicules de chantier est autorisé sur le domaine public au droit des n°13, 15 et 17 de la rue de Lentourville.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2019.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG03232,  
**Vu** la demande en date du 19/06/2019 du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des créations de branchements EU, EP, AEP ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BAYOL chargée de leur réalisation, sise 19 Impasse Didier 31400 TOULOUSE représentée par Monsieur Michael CASTEX, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-367**

**ARTICLE 1**

L'Avenue de la Marquaille sera fermée à la circulation au droit du n°6 de l'Avenue. Une déviation sera mise en place par l'Avenue de Toulouse, l'Allée des Champs Pinsons, la rue du Commerce et le Boulevard du Libre-Echange. L'accès des poids-lourds au commerce « Triumph Toulouse – Bonnie & Ride » et « Castorama » sera maintenu depuis l'Avenue de la Marquaille. La société BAYOL est autorisée à occuper le trottoir.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 22 au 28 juin 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 19/06/2019 du pétitionnaire SGC Maritime 2 Avenue de la Saudrune 31120 PORTET SUR GARONNE concernant le stationnement d'un camion de déménagement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-366**

**ARTICLE 1**

Pendant une durée maximale d'une journée, le stationnement d'un camion de déménagement est autorisé sur le trottoir et la chaussée au droit du n°14 de l'Avenue Augustin Labouilhe. La circulation des véhicules sera organisée en demi-chaussée.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **durant une journée entre le 1<sup>er</sup> et le 31 août 2019.**

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 18/06/2019 du pétitionnaire ETPM sis ZI Joffrey 4 Rue Romieu 31600 MURET, représenté par Monsieur Olivier NAUDIN, concernant le coulage de chemins piétonniers d'une opération privée ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-365**

**ARTICLE 1**

Pendant une durée maximale de trois heures, la rue du Tucard sera fermée à la circulation, sauf riverains, entre les intersections avec la rue du Pastel et la rue André Grèzes. Une déviation sera mise en place par la rue du Pastel et la rue André Grèzes.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **21 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux Travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 18/06/2019 du pétitionnaire TRANSPORTS THURIES sis 13 rue Pierre et Marie Curie 31140 AUCAMVILLE concernant le déplacement d'un conteneur ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-357**

**ARTICLE 1**

La société TRANSPORTS THURIES est autorisée à restreindre la largeur de voie de circulation sur la rue du Tucard afin de procéder au déplacement d'un conteneur de chantier.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **19 au 21 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire, et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

**Considérant qu'il importe de déléguer à :**

**Monsieur Jean-Claude PIONNIÉ**  
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 22 juin 2019 à 14 heures 30 minutes, entre :  
Madame Elora, Marianne FERREIRA et Monsieur Jimmy-Lee, Joshua, Samuel HUGUENEL.

**ARRETE S/N° A 2019-356**

## ARTICLE 1

**Monsieur Jean-Claude PIONNIÉ** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 22 juin 2019 à 14 heures 30 minutes, entre Madame Elora, Marianne FERREIRA et Monsieur Jimmy-Lee, Joshua, Samuel HUGUENEL.

## ARTICLE 2

**ARTICLE 2**  
Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Orens de Gameville, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressé.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 19 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 13/06/2019 du pétitionnaire SAS SICRE FRERES sis Patau 09120 LOUBENS représenté par Monsieur Sébastien CUBAYNES concernant l'utilisation d'une pompe à béton ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-354**

**ARTICLE 1**

A partir de 8h30, sur une durée maximale de 4 heures, la rue de Lentourville sera fermée à la circulation. Une signalétique adaptée sera installée aux intersections avec les rues du Palais et du Bousquet.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **19 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG03582,  
**Vu** la demande en date du 07/06/2019 du pétitionnaire GRDF, sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Ivan NOWODWORSKY concernant la recherche d'un robinet gaz pour une mise à la côte ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9 Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSES représentée par Monsieur Julien DUBREUCQ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :**

**ARRETE S/N° A 2019-353**

**ARTICLE 1**

La société MIDI TP est autorisée à occuper le trottoir et restreindre la largeur de voie de circulation.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 15 au 19 juillet 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 13/06/2019 du pétitionnaire Monsieur Jerome CARBONNEL sis 35 bis rue du Bousquet 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE concernant l'occupation du domaine public par deux camions de déménagement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-352**

**ARTICLE 1**

Le stationnement de deux camions de déménagement est autorisé sur le domaine public au droit de la propriété située au n°35 bis de la rue du Bousquet. Une signalisation adaptée devra être installée en amont du virage le plus proche.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **19 juillet 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 14/06/2019 du pétitionnaire Monsieur Lucien FERNANDES concernant l'occupation du domaine public par un engin de chantier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-351**

**ARTICLE 1**

L'occupation d'un engin de chantier est autorisée sur le domaine public au droit de la propriété située au n°17 de l'Allée des Pins.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **17 au 18 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG04713,  
**Vu** la demande en date du 07/06/2019 du pétitionnaire GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Thomas LASSAVE concernant la création d'un branchement gaz ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BOUYGUES E&S chargée de leur réalisation, sise 1 Allée de Longuetterre 31151 MONTRABE représentée par Monsieur Thibaut MARAVAL, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-350**

**ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. La société BOUYGUES E&S est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°21 de l'Avenue du Coustou.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **11 au 12 juillet 2019**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05641,  
**Vu** la demande en date du 07/06/2019 du pétitionnaire ENEDIS, sis 8 rue Marie Laurencin 31200 TOULOUSE représenté par Madame Laetitia GALY concernant le renforcement d'une ligne aérienne pour le raccordement d'un collectif ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9 Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSES représentée par Madame Marjolaine SARRAMON, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :**

**ARRETE S/N° A 2019-349**

**ARTICLE 1**

Sur une durée de moins de 10 minutes, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu entre le 08 et le 12 juillet 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 11/06/2019 de la société SOLTECHNIC MIDI PYRENEES sise 11 bis Avenue de Larrieu 31100 TOULOUSE représentée par Monsieur DONES concernant la pose de matériel de chantier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-348**

**ARTICLE 1**

La société SOLTECHNIC est autorisée à occuper le domaine public au droit du n°11 de la rue de l'Obier pour la pose d'une benne et le dépôt de matériel.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 4**

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu du 1<sup>er</sup> au 30 juillet 2019.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG04552,  
**Vu** la demande en date du 07/06/2019 du pétitionnaire GRDF, sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Joël PAGE concernant des travaux pour l'alimentation en gaz de la résidence « Le Clos de Cammas » ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise STTP chargée de leur réalisation, sise Boulevard de Courties 31120 PORTET SUR GARONNE représentée par Monsieur Frédéric LLOBELL, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2019-347**

##### **ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'entreprise STTP est autorisée à occuper le trottoir au droit du chantier privé.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **08 au 12 juillet 2019**.

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

##### **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG04285,  
**Vu** la demande en date du 07/06/2019 du pétitionnaire ENEDIS, sis 8 rue Marie Laurencin 31200 TOULOUSE représenté par Madame Laetitia GALY concernant des travaux de raccordement électrique ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise CITELUM chargée de leur réalisation, sise 13 Allée Paul Harris 31200 TOULOUSE représentée par Monsieur Dominique SOUBRIER, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-346**

**ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 1<sup>er</sup> au 12 juillet 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, au Gymnase P.P. Riquet, avenue du Lycée à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Gala Annuel:

- Le samedi 22 juin 2019, de 19H00 à 23H00.

Nom et signature de l'intéressé : *F ABRE Caille*



Le 20/06/19

**ARRETE S/N° A 2019-345**

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

**Vu** l'arrêté municipal numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

**Vu** la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 11 juin 2019, par Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

**ARTICLE 1 :**

Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, au Gymnase P.P. Riquet, avenue du Lycée à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Gala Annuel:

- Le samedi 22 juin 2019, de 19H00 à 23H00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,  
Par délégation.**

**Serge JOP  
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 juin 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05294,  
**Vu** la demande en date du 05/06/2019 du pétitionnaire Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des travaux d'assainissement ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EXEDRA chargée de leur réalisation, sise ZA Marignac Route de Lavaur 31850 MONTRABE représentée par Monsieur Anthony DOS SANTOS, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-344**

**ARTICLE 1**

Sur une durée maximale d'une semaine, la rue des Mûriers sera fermée à la circulation, sauf riverains, au droit des n°5, 7 et 9.

Une déviation sera mise en place d'une part via la rue des Mûriers, l'Avenue Augustin Labouilhe et l'Avenue de Gameville et d'autre part via la rue des Chasselas, la rue des Sports et l'Avenue Augustin Labouilhe. Temporairement, sur la rue des Chasselas, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. La société EXEDRA est autorisée à occuper le trottoir.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **24 juin au 12 juillet 2019**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** les permissions de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05466 ;  
**Vu** la demande en date du 11/06/2019 du pétitionnaire Direction ITE de Toulouse Métropole sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Madame Marie-Laure VRINAT concernant une réfection de couche de roulement ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LHERM TP chargée de leur réalisation, sise Chemin Dubac 31270 CUGNAUX représentée par Monsieur Nicolas MARTINEZ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-343**

**ARTICLE 1**

Sur une durée maximale d'une journée, la rue de Lalande sera fermée à la circulation entre les deux intersections avec la rue des Vestales ainsi que le nouveau barreau routier situé entre le nouveau rond-point de la rue de Lalande et l'intersection avec la rue de la Pradelle.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu pendant une journée entre le 24 et le 28 juin 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG11291,  
**Vu** la demande en date du 13/06/2019 du pétitionnaire Toulouse Métropole – Direction Mobilité Gestion Réseaux sis 2 Impasse Brémond 31200 TOULOUSE représenté par Madame Emmanuelle SOUDAIS concernant des travaux sur le réseau télécom ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LHERM TP chargée de leur réalisation, sise Chemin Dubac 31270 CUGNAUX représentée par Monsieur Michaël MARQUETTE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-342**

**ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'entreprise LHERM TP est autorisé à occuper les trottoirs.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 28 juin au 09 août 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : Les documents sont produits par l'éditrice imprimée adhésive IMPRIM'VERT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05294,  
**Vu** la demande en date du 05/06/2019 du pétitionnaire Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des travaux d'assainissement ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EXEDRA chargée de leur réalisation, sise ZA Marignac Route de Lavaur 31850 MONTRABE représentée par Monsieur Anthony DOS SANTOS, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-341**

## ARTICLE 1

L'entreprise EXEDRA est autorisée à occuper le domaine public et à restreindre la largeur de voie de circulation au droit du n°31 de l'Avenue de Gameville. Le double sens de circulation devra être conservé.

## ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

### ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

## ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

## ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **1<sup>er</sup> au 12 juillet 2019**.

## ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : -



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 13/06/2019 du pétitionnaire SBP Charpente sis 34 rue Aristide Berges 31270 CUGNAUX concernant l'occupation du domaine public par un engin de chantier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-340**

**ARTICLE 1**

L'occupation d'un engin de chantier est autorisée sur le domaine public au droit du chantier situé au n°1 de la rue de Nazan.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **18 au 21 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05606,  
**Vu** la demande en date du 07/06/2019 du pétitionnaire Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 6 rue René Leduc 31505 TOULOUSE représenté par Madame Vanina GERONIMI concernant une réfection de voie suite à une fuite d'eau ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LYONNAISE DES EAUX chargée de leur réalisation, sise 11 rue Mercure 31133 BALMA représentée par Monsieur Alain BOIXEL, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-339**

**ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 24 juin au 05 juillet 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** la demande en date du 12/06/2019 du pétitionnaire NT BATIMENT sis 8 Impasse des Métiers 31140 PECHBONNIEU concernant le stationnement d'une grue mobile ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-338**

**ARTICLE 1**

Sur une durée maximale de 2 heures, afin de permettre le stationnement d'une grue mobile au droit du chantier du promoteur PROCIVIS, la rue des Chasselas sera fermée à la circulation entre l'intersection avec la rue des Mûriers et l'intersection avec la rue du Centre excepté pour les riverains. Une déviation sera mise en place par la rue des Sports, la rue de Nazan et l'Avenue Augustin Labouilhe.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le 13 juin 2019.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU  
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR  
L'ORGANISATION DE LA FÊTE DES  
ENFANTS LE SAMEDI 29 JUIN 2019  
PARC DE CATALA**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** la demande de l'Amicale Laïque en date du 7 novembre 2018 représentée par son Président, Monsieur Laurent HIARD, pour l'organisation de la fête des enfants dans le parc de Catala, propriété de la ville de Saint-Orens, le samedi 29 juin 2019,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Etienne LOURME, adjoint au maire, portant le numéro 24174 du 2 juin 2015.

**ARRÊTÉ S/N° 2019 - 337**

**ARTICLE 1**

Le pétitionnaire Monsieur Laurent HIARD, représentant l'association Amicale Laïque, est autorisé à occuper le parc de Catala, domaine public communal, pour l'organisation de la fête des enfants conformément à sa demande.

**ARTICLE 2**

L'occupation du domaine public est accordée gratuitement.

**ARTICLE 3**

La présente autorisation est strictement personnelle, ne peut être cédée et le titulaire de l'autorisation restera responsable des conséquences de ladite occupation.

**ARTICLE 4**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition de l'administration. S'il y a lieu elle pourra faire l'objet de poursuites pour contravention de grande voirie.

**ARTICLE 5**

La présente autorisation est accordée du **samedi 29 (6h00) au dimanche 30 juin 2019 (18h00)** dans le parc de Catala. Sa durée ne saurait en aucun cas dépasser la date fixée et l'occupation de plein droit à l'issue de la période autorisée.

**ARTICLE 6**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7**

Le pétitionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les prescriptions générales ou particulières existantes ou à venir sur la gestion du domaine public qui pourraient lui être ordonnées par les agents de l'Etat ou de la Commune.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation.

Les agents de l'Etat ou de la Commune auront constamment libre accès à l'emprise faisant l'objet de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 8**

Sans préjudice des prescriptions légales et réglementaires, il est rappelé au pétitionnaire qu'il devra impérativement :

- Disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant la manifestation,
- Mettre scrupuleusement en œuvre les moyens prévus pour la sécurité de la manifestation. En cas d'accident, le pétitionnaire devra être en mesure de contacter les secours par tout moyen à sa disposition et par ailleurs être en mesure de les accueillir en maintenant une voie libre de 4 m de large et 3.5 m de hauteur,

Un procès-verbal sera dressé par les agents assermentés en cas d'infraction.

#### **ARTICLE 9**

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public n'est pas constitutive de droits réels, en application des articles L.2122-2 et 3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

#### **ARTICLE 10**

Le présent arrêté devra être affiché sur site pendant la manifestation.

#### **ARTICLE 11**

Dans un délai de deux mois à compter de sa notification, la présente autorisation pourra être déférée devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

#### **ARTICLE 12**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.
- au pétitionnaire.

Etienne LOURME  
Adjoint au Maire

Travaux, Voirie,  
Entretien des bâtiments publics,  
Réseaux et Cimetières

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 29 juin 2019

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION À L'OCCASION DU  
REPAS DE QUARTIER DES CARMES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

**VU** la demande en date du 5 mars 2019 de Mme Christine BOUYGUES, domiciliée au 54, chemin des Carmes à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier de la rue des Carmes le vendredi 28 juin 2019.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des Carmes organisé par Mme Christine BOUYGUES et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRÊTÉ S/N° 2019 – 336****ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier des Carmes la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **sur l'impasse des Vignes dans sa totalité.**

**DU VENDREDI 28 JUIN 2019 (18H00)  
AU SAMEDI 29 JUIN 2019 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 29 juin 2019 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

### **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

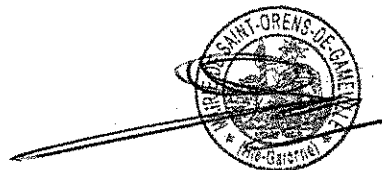
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 28 juin 2019

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION A L'OCCASION DU  
REPAS DE QUARTIER RUE  
DES TOURTERELLES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**VU** la demande en date du 26 mars 2019 de Madame Sylvie AGUDO domiciliée 10, rue des Tourterelles à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier Tourterelles le samedi 22 juin 2019.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Tourterelles et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRÊTÉ S/N° 2019 - 335**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier Tourterelles, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue des Tourterelles, côté impair entre le n°1 et le n°19 :

**DU SAMEDI 22 JUIN 2019 (18h00)  
AU DIMANCHE 23 JUIN 2019 (2h00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 23 juin 2019 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.



## **ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

## **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 22 juin 2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 123-1 à R 123-55,

**Vu** le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22/12/1981 modifié,

**Vu** l'autorisation de travaux n°31.506.17.00005 délivrée le 06/12/2017,

**Vu** la visite du 23/05/2019 effectuée par le groupe de visite de la Sous-Commissions de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les IGH,

**Considérant** l'avis favorable assorti de prescriptions du 28/05/2019 émis par la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les IGH,

**ARRETE S/N° A 2019-334**

**ARTICLE 1**

La « Maison des Activités Multidisciplinaires » située chemin des Tuileries à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouverte au public à titre permanent à compter de la délivrance du présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Les prescriptions émises par la Sous-commission susvisée devront être respectées.

**ARTICLE 3**

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises dans le procès-verbal susvisé.

**ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOU



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 JUIN 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 06/06/2019 du pétitionnaire SALGA CONSTRUCTIONS, sis 245 Chemin de la Croix del Pigne 82230 LA SALVETAT BELMONTET, représenté par Monsieur Oscar SALGADO, concernant le stationnement d'une grue mobile ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-333**

**ARTICLE 1**

La société SALGA CONSTRUCTIONS est autorisée à stationner une grue mobile sur le domaine public à proximité de l'intersection entre la rue des Sports et la rue de Nazan. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 4**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **06 au 07 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG04083,  
**Vu** la demande en date du 04/06/2019 du pétitionnaire ENEDIS sis 106 rue des Troènes 31019 TOULOUSE représenté par Monsieur Kevin CLIMACO concernant des travaux sur le réseau basse tension ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SOBECA chargée de leur réalisation, sise 2 rue de l'Europe 31150 LESPINASSE représentée par Monsieur Benoit CAPPUS, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :**

**ARRETE S/N° A 2019-332**

**ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. La société SOBECA est autorisée à occuper les trottoirs.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **10 au 18 juin 2019**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT RÉGLEMENTATION À TITRE  
DÉROGATOIRE DE L'ORGANISATION  
D'UN BARBECUE LORS DE L'ÉVÈNEMENT  
« LE PIQUE-NIQUE DU PÈRE LUTIN » LE  
DIMANCHE 16 JUIN 2019**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la demande du Monsieur Frédéric DULIN, gérant de la Sarl DL, 1 impasse Dordac à Saint-Orens de Gameville souhaitant organiser un barbecue dans le cadre de la manifestation « le pique-nique du Père Lutin » le dimanche 16 juin 2019 sur le parking du centre commercial Les Arcades,

**VU** l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne n°22105 en date du 25 juin 2013,

**VU** les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

**VU** la configuration du terrain où doit se tenir cette manifestation,

**VU** l'arrêté municipal n° 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police d'assurer le bon ordre et la sécurité des manifestations.

**ARRETE S/N° 2019-331**

**ARTICLE 1**

Madame le Maire autorise l'organisation d'un barbecue par Monsieur Frédéric Dulin, le dimanche 16 juin 2019, sur le parking privé du centre commercial les Arcades à titre dérogatoire de l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne numéro 22105 en date du 25 juin 2013.

**ARTICLE 2**

Durant l'organisation de son barbecue, Monsieur Frédéric Dulin est tenu de respecter les prescriptions ci-après:

1 – Interdire l'utilisation de matières plastiques pour alimenter le foyer, tous matériaux de synthèse produisant des fumées hautement toxiques et de carburant.

2 – N'utiliser que du bois d'origine naturelle dépourvu de clous, vis ou pointes (exemple : palette à exclure).

3 – Maintenir le public loin du foyer par des barrières de foule à une distance minimum de 5 mètres.

4 – Désigner des responsables munis chacun de seaux d'eau, extincteurs, couvertures (en cas de feu sur une personne).

5 – Informer les responsables de la sécurité (désignés par les organisateurs) du numéro d'appel des Sapeurs Pompiers, de l'emplacement du poste téléphonique le plus proche et du numéro d'appel du SAMU.

6 – Réserver un accès facile des secours en interdisant le stationnement sur la voie d'accès proche de l'emplacement choisi.

### **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### **ARTICLE 5**

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Mesdames et Messieurs les agents de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 6**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS,
- au pétitionnaire.

Serge JOP  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 5 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 5 juin 2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 04/06/2019 du pétitionnaire LAFARGE BETONS SUD OUEST sis 22 Avenue Didier Daurat 31400 TOULOUSE concernant le stationnement d'un camion de chantier ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-330**

**ARTICLE 1**

Le stationnement d'un camion de chantier est autorisé sur le domaine public au droit du n°18 de la rue du Moulin.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **14 juin 2019**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, président, du Comité Départemental de Karaté, domicilié 7, rue André Citroën, 31130 BALMA, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, à la Maison des Arts Martiaux de Saint-Orens, chemin des Tuileries, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la coupe de France zone sud :

- Le samedi 15 juin 2019 de 08h00 à 19h00.

Nom et signature de l'intéressé :

KOUNOUGOUS Anicet

Le 14/06/2019

**ARRETE S/N° A 2019-329**

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

**Vu** l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

**Vu** la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 06 mai 2019 par, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, président, du Comité Départemental de Karaté, domicilié 7, rue André Citroën, 31130 BALMA, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, à la Maison des Arts Martiaux de Saint-Orens, chemin des Tuileries, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la coupe de France zone sud :

- Le samedi 15 juin 2019 de 08h00 à 19h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

**ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,  
Par délégation.**

Serge JOP  
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04 juin 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants



<b>Demande déposée le 24/04/2019</b>	
Par :	Monsieur MARCHAN Alain
Demeurant à :	16 RUE DE LA REUNION 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Pour :	Modification toiture garage, élargissement largeur maison et pose de pavés de verre sur le pignon du garage
Sur un terrain sis :	8 RUE LANOUL BL 291, BL 313p, BL 314p

<b>N° PC 031 506 18 00019 M01</b>
-----------------------------------

Surface de plancher inchangée : 106,79 m<sup>2</sup>  
Nb de logements : 1  
Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée en vue de :

- Modifier la toiture du garage.
- Elargir la largeur de la maison pour renforcer l'épaisseur des doublages afin d'améliorer les performances énergétiques.
- Poser deux rangées de pavés de verre sur le pignon du garage.

Vu le permis de construire initial PC0315061800019 accordé le 16/07/2018 pour la construction d'une maison individuelle,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

## ARRETE S/N°A 2019-326

### ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.


### ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

  
Serge IOP,  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 JUIN 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28/06/2019

En publication, affichage ou notification le : 28/06/2019

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

#### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

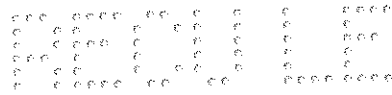
La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.



- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
  - **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.
  - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
- Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales article L 2122-32 qui stipule que le maire et les adjoints sont officiers d'état civil ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales article R 2122-10 qui autorise le maire à déléguer à un ou plusieurs fonctionnaires titulaires de la commune, tout ou partie des fonctions qu'il exerce en tant qu'officier d'état civil ; à l'exception de la célébration des mariages ;

**Considérant** les nécessités du service,

**ARRETE S/N° A 2019-322**

**ARTICLE 1**

**Madame Martine GARCIA épouse LEROY**, agent titulaire au service Affaires générales (état civil), est déléguée pour exercer les fonctions d'officier d'état civil suivantes : enregistrement, modification et dissolution des pactes civils de solidarité (PACS).

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet,
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 3 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 06/06/2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG05232,  
**Vu** la demande en date du 29/05/2019 du pétitionnaire ENEDIS Pole Ingénierie sis 2 Impasse Brémond 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur Philippe LE BAIL concernant l'alimentation électrique de la résidence La Parenthèse Boisée ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise CITELUM chargée de leur réalisation, sise 13 Allée Paul Harris 31200 TOULOUSE représentée par Monsieur Dominique SOUBRIER, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :**

**ARRETE S/N° A 2019-320**

**ARTICLE 1**

L'entreprise CITELUM est autorisée à restreindre la largeur de voie de circulation sur la rue Sophie Scholl.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **24 juin au 05 juillet 2019**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

- Vu** le code général des collectivités locales,  
**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,  
**Vu** la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,  
**Vu** la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,  
**Vu** l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 (notamment son article 1er)  
**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),  
**Vu** le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,  
**Vu** le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,  
**Vu** l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

**ARRETE S/N° A 2019-316**

**ARTICLE 1**

Est nommée en qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2019 – 2020 : Madame Sophie HIMEUR.

Est nommée en qualité de coordonnateur communal adjoint de l'enquête de recensement pour l'année 2019 – 2020 : Madame Marjorie HOUSSAIS.

Leurs missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Leurs obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

**ARTICLE 2**

Le coordonnateur communal et son adjoint sont assistés dans leurs fonctions par les agents municipaux suivants :

Madame Hélène BOUSCARY  
Madame Martine LEROY  
Madame Catherine ARCARI  
Madame Zohra BARKAT  
Madame Claudine BERMONT  
Monsieur Gautier LOPEZ

Madame Karine CASANOVA  
Madame Nathalie COSTA  
Monsieur Guillaume DELPIT  
Madame Véronique ESTANO  
Monsieur Jean-Michel GUICHARD  
Monsieur Frédéric LEDEUN  
Monsieur Nabil TELMAT

Leurs obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

**ARTICLE 3 :**

Est nommée en qualité de correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2019 - 2020 : Madame Cynthia EYNARD.

Est nommée en qualité de correspondant adjoint du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2019-2020 : Madame Tiphaine RODRIGUEZ.

Leurs missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Leurs obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

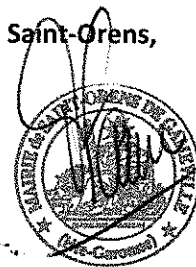
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 31 mai 2019.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 06/06/2019

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG02939 ;  
**Vu** la demande en date du 22/05/2019 du pétitionnaire Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Johan DENYS concernant des travaux de réhabilitation sans tranchée des réseaux EU et EP ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise RCR chargée de leur réalisation, sise 11 Boulevard du Libre Echange 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représentée par Monsieur Gaëtan POIRIER, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2019-312**

**ARTICLE 1**

La société RCR est autorisée à occuper les trottoirs et 4 places de stationnement en épi à proximité de l'entrée de la Maison de la Petite Enfance. Le stationnement de tous véhicules, hors véhicules de chantier, est interdit au droit des diverses interventions de la société RCR.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **06 juin 2019**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles R.417-1 à R 417-13 ;

**VU** le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**VU** l'accord de Toulouse Métropole à la création de cette zone matérialisée, interdisant l'arrêt et le stationnement, sauf véhicules de secours ou service ;

**CONSIDERANT** que pour faciliter la circulation des riverains et de sécuriser les abords du groupe scolaire Catala, il y a lieu de réglementer l'arrêt et le stationnement sur une portion du boulevard Catala.

#### **ARRETE S/N° A 2019-287**

##### **ARTICLE 1 :**

L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits :

- Face au 62, boulevard Catala, jusqu'au parking face à la maternelle du groupe scolaire Catala, matérialisé par une bande de couleur jaune sur une longueur de 70 mètres.

##### **ARTICLE 2 :**

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

##### **ARTICLE 3 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

##### **ARTICLE 4 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

##### **ARTICLE 5 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**ARTICLE 7 :**

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Groupement Nord Est des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 14 mai 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles R.417-1 à R 417-13 ;

**VU** le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**VU** l'accord de Toulouse Métropole à la création de cette zone matérialisée, interdisant l'arrêt et le stationnement, sauf véhicules de secours ou service ;

**CONSIDERANT** que pour faciliter la circulation des riverains et de sécuriser les abords du collège Jacques Prévert, il y a lieu de réglementer l'arrêt et le stationnement sur une portion de la rue de la Maymie.

#### **ARRETE S/N° A 2019-286**

##### **ARTICLE 1 :**

L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits des deux côtés à l'entrée de la rue Maymie au niveau de l'intersection du chemin de Piales :

- Devant le numéro 01, rue de la Maymie, matérialisé par une bande de couleur jaune sur une longueur de 59 mètres.
- Devant le numéro 02, rue de la Maymie, matérialisé par une bande de couleur jaune sur une longueur de 14 mètres.

##### **ARTICLE 2 :**

La signalisation réglementaire correspondante horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

##### **ARTICLE 3 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

##### **ARTICLE 4 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

##### **ARTICLE 5 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**ARTICLE 7 :**

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Groupement Nord Est des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 14 mai 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG04271,  
**Vu** la demande en date du 28/05/2019 du pétitionnaire ENEDIS Pôle Ingénierie sis 106 rue des Troènes 31019 TOULOUSE représenté par Monsieur Benjamin BOUSQUET concernant des travaux de raccordement électrique ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EIFFAGE Construction chargée de leur réalisation, sise 9 rue de la Technique 31320 CASTANET-TOLOSAN représentée par Madame Lalia ZEBODJI, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :**

**ARRETE S/N° A 2019-279**

**ARTICLE 1**

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feu. La société EIFFAGE est autorisée à occuper le trottoir et la bande cyclable.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 17 au 21 puis du 25 au 26 juin 2019.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

## ARRETÉ FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

**Vu** la Loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

**Vu** la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 et suivants;

**Vu** le Code de la route et notamment ses articles R.110-1 et suivants, R.411-2, R.411-8 et R.411-25 à 28;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre 1 – 5<sup>ème</sup> partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié;

**Vu** l'arrêté municipal N° A 2019-60 en date du 01 février 2019, portant réglementation de la circulation « Limites d'agglomération » ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer le lieu-dit « ruisseau dit de la Saune » aux zones agglomérées de la commune.

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les limites de l'agglomération de Saint-Orens de Gameville par un arrêté unique, abrogeant les précédents portant sur le même objet.

### ARRETE S/N° A 2019-271

#### **ARTICLE 1:**

L'arrêté municipal portant le numéro N° A 2019-60 du 01 février 2019, est abrogé et remplacé par le présent arrêté :

#### **ARTICLE 2 :**

Les limites de l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, au sens de l'article R.110-2 du Code de la route, sont fixées comme définies dans le tableau suivant :

#### **ARTICLE 3 :**

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5<sup>ème</sup> partie - signalisation d'indication - sera mise en place, implantée et entretenue par les services de Toulouse Métropole.

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 17 janvier 1978 relative à l'accès à l'information.

Désignations	Voies	Points de repères des panneaux d'agglomérations
RD2	Du rond-point avenue de Toulouse (limite communale de Toulouse) à la limite communale d'Auzielle.	Entre le P.R.29+004 et le P.R.33+300
RD2c	De son intersection avec la RD2 au niveau du rond-point du Sidobre à la limite communale du ruisseau dit de « Nicol » (limite communale d'Auzielle).	Entre le P.R.0 +000 et le P.R.2+895
RD54	De l'intersection avec le chemin des Tuileries (limite communale de Toulouse) au Chemin de Bordeneuve (limite communale de Lauzerville).	Entre le P.R. 0+650 et le P.R.1+550
	Hameau de Cayras.	Entre le P.R.2+147 et le P.R.3+100
	De l'intersection avec le chemin des Tuileries (limite communale de Toulouse) au chemin du Caoussé.	Entre le P.R.0+650 et le P.R.1+550
RD57	Du ruisseau dit de la Saune (limite communale de Quint-Fonsegrives) à la limite communale de Labège avec le chemin rural d'En Couderc.	Entre le P.R.5+002 et le P.R.6+805
	Hameau de Cayras.	Entre le P.R.7+534 et le P.R.7+960
RD57b	De l'intersection avec les avenues de Toulouse et Gameville (RD2) à la limite communale de Labège.	Entre le P.R.0+000 et le P.R.1+616
RD94b	De l'intersection avec la route de Revel (RD2) au ruisseau dit du « Tricou » située Chemin de Piailles (limite communale d'Escalquens).	Entre le P.R.1+361 et le P.R.1+722

#### **ARTICLE 4 :**

Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

#### **ARTICLE 5 :**

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse-68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.



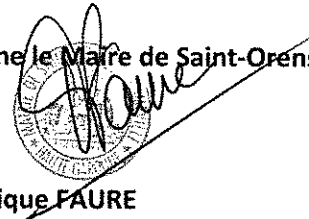
**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera affiché et publié au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée aux intéressés.

**ARTICLE 7 :**

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02 mai 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **18 JUIN 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles R.417-1 à R 417-13 ;

**VU** le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**VU** l'accord de Toulouse Métropole à la création de cette zone matérialisée, interdisant l'arrêt et le stationnement, sauf véhicules de secours ou service ;

**CONSIDERANT** que pour faciliter la circulation, il y a lieu de réglementer l'arrêt et le stationnement sur une portion de la rue du Moulin.

### **ARRETE S/N° A 2019-263**

#### **ARTICLE 1 :**

L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits :

- Devant le numéro 8, rue du Moulin, matérialisé par une bande de couleur jaune sur une longueur de 14 mètres.

#### **ARTICLE 2 :**

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenues par Toulouse Métropole.

#### **ARTICLE 3 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

#### **ARTICLE 4 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 5 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**ARTICLE 7 :**

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Groupement Nord Est des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 26 avril 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **18 JUIN 2019**

En publication, affichage ou notification le :

## **ARRETE MUNICIPAL REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET DIVAGATION DES ANIMAUX DOMESTIQUES SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la Loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

**VU** la Loi n°99-5 du 06 janvier 1999 relative aux animaux errants et à la protection des animaux ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 ;

**VU** le Code Pénal notamment son article 521.1 relatif aux sévices graves ou actes de cruauté envers les animaux, ses articles R.622-2 et R.623-3 relatifs à l'excitation et à la divagation des animaux dangereux et R.653-1 et R.654-1 relatifs aux atteintes involontaires à la vie et l'intégrité et aux mauvais traitements envers un animal ;

**VU** le Code de la Route et notamment son article R.412-44 ;

**VU** le Code Civil et notamment son article 1385 concernant la responsabilité des propriétaires, utilisateurs ou gardiens d'animaux ;

**VU** le Code Rural notamment ses articles L.211-1, R.211-3, R.211-4, R.211-11, L.211-22, R.211-20, L.213, R.214-18 et suivants ;

**VU** le Décret n°2009-1768 du 30 décembre 2009 relatif au permis de détention de chien mentionné au I de l'article L.211-14 du Code Rural et à la protection des animaux de compagnie ;

**VU** le Décret n°99-1164 du 29 décembre 1999 relatif à l'arrêté conjoint des Ministres de l'Agriculture et de la Pêche et de l'Intérieur ;

**VU** l'arrêté interministériel du 25 octobre 1982

**VU** l'arrêté du 27 avril 1999 pris en application de l'article 211.1 du Code rural qui définit la liste des chiens susceptibles d'être dangereux à savoir les chiens d'attaque et les chiens de garde et de défense.

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire d'assurer la sécurité et la salubrité publiques ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre, dans l'intérêt de la sécurité publique, toute mesure relative à la circulation des animaux domestiques, et notamment d'interdire la divagation de ces animaux ;

**CONSIDERANT** que le nombre de chiens présents sur le domaine public peut constituer, en cas d'abus et de mauvaise tenue, une atteinte à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène publiques ;

**CONSIDERANT** que les propriétaires de chiens dangereux c'est-à-dire, des chiens de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories sont désormais soumis à un dispositif légal et réglementaire précis qui comprend des dispositions générales et précises ;

### **ARRETE S/N° A 2019-246**

#### **ARTICLE 1 :**

Il est interdit de laisser divaguer les animaux domestiques, sur toute l'étendue du territoire communal.

#### **ARTICLE 2 :**

Ne sont pas considérés comme errants les chiens de chasse ou de berger lorsqu'ils sont employés sous la direction et la surveillance de leur maître à l'usage auquel ils sont destinés.

### **ARTICLE 3 :**

Tous les chiens circulant sur la voie publique, dans les lieux publics, dans les parcs, promenades, bois et jardins communaux ouverts au public et sur les terrains d'évolution sportive doivent, même accompagnés, être tenus en laisse. Celle-ci devra être assez courte afin d'éviter tout risque d'accident.

### **ARTICLE 4 :**

Tous les chiens circulant sur la voie publique doivent être identifiables: ils peuvent être munis d'un collier portant une plaque de métal indiquant le nom, le domicile ou la résidence habituelle du maître, ou tout autre dispositif permettant une identification de l'animal: tatouage conforme à la réglementation, puce électronique.

### **ARTICLE 5 :**

Tout chien ou chat errant et tous ceux qui seraient trouvés sur le territoire de la commune seront immédiatement saisis et mis en fourrière ou à un lieu de dépôt désigné par la commune où ils sont gardés pendant les délais fixés aux articles L. 211-25 et L. 211-26 du Code rural.

A l'issue d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire auprès du service de police municipale, il est alors considéré comme abandonné et le Maire peut le céder ou après avis d'un vétérinaire, le faire euthanasier.

### **ARTICLE 6 :**

L'enceinte des cimetières de la commune de Saint-Orens de Gameville est interdite à tous types d'animaux.

### **ARTICLE 7 :**

Les propriétaires de chiens ou leurs gardiens doivent prendre toutes précautions utiles pour que leurs animaux aient un comportement non agressif dans les lieux ouverts au public.

L'utilisation des chiens de manière agressive ou à des fins de provocation et d'intimidation ainsi que dans toutes circonstances créant un danger pour autrui, est rigoureusement interdite.

### **ARTICLE 8 :**

Tout chien qui aura mordu une personne devra être soumis à un examen vétérinaire sanitaire.

### **ARTICLE 9 :**

Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal domestique ayant été en contact, soit par morsure ou par griffure, soit de toute autre manière avec un animal reconnu enragé ou suspecté de l'être, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à la Mairie de Saint-Orens de Gameville.

### **ARTICLE 10 :**

En cas de danger grave et immédiat pour les personnes ou les animaux domestiques, il peut être ordonné par arrêté que l'animal soit placé à la fourrière. Il pourra être procédé sans délai à l'euthanasie de l'animal après avis d'un vétérinaire mandaté par la direction des services vétérinaires. Cet avis devra être donné au plus tard quarante-huit heures après le placement. Faute d'être émis dans ce délai, l'avis sera réputé favorable.

### **ARTICLE 11 :**

La divagation sur la voie publique d'un animal domestique, après constatation par l'autorité municipale ou la gendarmerie, est sanctionnée en application de l'article R412-44 du code de la route, par autant de contraventions de la 2<sup>ème</sup> classe qu'il y a d'animaux en divagation.

### **ARTICLE 12 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 13 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 14 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

**ARTICLE 15 :**

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, les Agents de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame Le Maire de Saint Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 18 avril 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

# **ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DE TOUS TYPES DE VEHICULES Désignation d'une limitation à 30km/h en agglomération**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles R.110-2, R.411-4 et R.411-25, R.413-1 à R.413-6 ;

**VU** le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réglementer les conditions de sécurité de la circulation, il convient d'instituer des limitations de circulations apaisées sur les voies situées en agglomération, compte tenu des caractères résidentiel de ces quartiers et de la désignation de la voirie qui est essentiellement de la desserte de riverains.

## **ARRETE S/N° A 2019-245**

### **ARTICLE 1 :**

Sont abrogés et remplacés à compter de la publication du présent arrêté municipal, les arrêtés municipaux permanents s o u s l e s numéros : 9464 du 09 mai 1996 ; 16642 du 07 novembre 2006 ; 21330 du 24 juillet 2012 ; 22615 du 12 décembre 2013 ; 2018-590 du 08 novembre 2018 ; 2019-59 du 01 février 2019.

### **ARTICLE 2 :**

La vitesse de circulation des véhicules sur les voies ouvertes à la circulation sera limitée à 30km/h est constituée des voies suivantes :

- Avenue Héliopolis
- Chemin de Monpapou
- Chemin de Piailles
- Allée des Pins
- Rue des Capitouls
- Chemin des Tuileries

### **ARTICLE 3 :**

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole.

**ARTICLE 4 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

**ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet.
- Aux intéressés.

**ARTICLE 8 :**

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville la Police Municipale, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique PAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 17 avril 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :



## **ARRETÉ MUNICIPAL PERMANENT REGLEMENTANT LA CIRCULATION, L'ARRÊT ET LE STATIONNEMENT DES VEHICULES SUR LES PARVIS , LES HALLES ET LES PLACES COMMUNALES**

Le Maire de Saint-Orens de Gameville,

**Vu** la Loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants;

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.417-3, R.417-6 et R.325-14 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** le Code pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**Considérant** : Considérant qu'il est nécessaire de prévenir les désordres et nuisances portant atteinte au bon ordre, à la sureté, à la tranquillité et à la salubrité publique ;

**Considérant** : qu'il y a lieu de réglementer la circulation, l'arrêt et le stationnement gênant de tout véhicule motorisé ou non, sur les parvis, les halles, les places communales et ce dans l'intérêt général du bon entretien des structures et de la limitation des nuisances sonores ;

**Considérant** : la nécessité de sécuriser l'espace piéton sur tous ces lieux, pour la création d'un espace de convivialité et de rencontres ;

### **ARRETE S/N° A 2019-215**

#### **ARTICLE 1:**

A compter de la publication du présent arrêté, la circulation, l'arrêt et le stationnement sera interdit sur les parvis, les halles, et les places communales :

- Rue des Sports, grand parvis.
- Rue du Centre, petit parvis et halle.
- Rue François Montregeau, ferme de Cornac.
- Boulevard Catala, halle du château Catala.
- Rue des Mûriers, Maisons des Associations et place de la Fraternité.
- Place Jean Bellières, parvis de l'espace culturel Altigone.
- Allée des Pins, Kiosque à musique.

#### **ARTICLE 2 :**

Les sites sont interdits à toute circulation, arrêt et stationnement, des véhicules et deux-roues motorisés ou non, les trottinettes, les patinettes, les rollers, les planches à roulettes électriques, les skateboards, les hoverboards.

#### **ARTICLE 3 :**

Les jeux de ballons et balles sont interdits sur tous les sites.

**ARTICLE 4 :**

Par dérogation aux prescriptions de l'article 2, la circulation, l'arrêt et le stationnement seront autorisés pour les véhicules de secours, de police, des services municipaux et aux véhicules transportant des matériaux dans le cadre de spectacles et activités diverses.

**ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la Commune de Saint Orens de Gameville.

**ARTICLE 7 :**

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,  
  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04 avril 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :



## ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION Désignation du périmètre des zones 30 km/h en agglomération.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles R.110-2, R.411-4 et R.411-25, R.413-1 à R.413-6 ;

**VU** le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réglementer tout en assurant les conditions de sécurité indispensable, il convient d'instituer des zones de circulation apaisées sur les voies intercommunales de certains quartiers, situées en agglomération, compte tenu du caractère résidentiel de ces quartiers et de la destination des voiries qui est essentiellement de la desserte de riverains.

### ARRETE S/N° A 2019-214

#### **ARTICLE 1 :**

Sont abrogés et remplacés à compter de la publication du présent arrêté municipal, les arrêtés municipaux permanents sous les numéros : N°2422 du 12/05/1981 ; N°2582 du 26/11/1981 ; N°11263 du 21/10/1999 ; N°17109 du 17/04/2007 ; N°21565 du 05/09/2012 ; N°21900 du 21/02/2013 ; N°21901 du 21/04/2013 ; N°21903 du 21/02/2013 ; N°22497 du 11/10/2013 ; N°22613 du 12/12/2013 ; N°24068 du 29/04/2015 ; N°25330 du 13/09/2016 ; N°A2017-447 du 28/12/2017 ; N°A2018-04 du 04/01/2018 ; N°A2018-118 du 22/02/2018.

#### **ARTICLE 2 :**

Une zone 30 telle que définie à l'article R110-2 du Code de la route est créée pour les voies intercommunales des quartiers suivants :

#### **Quartier du Cammas :**

Rue du Cammas

Rue des Rives

[illegible]

Allée des Rouges-Gorges

Allée des Roitelets

Rue de la Viguerie

Rue de Beauséjour

Rue de Prunet

Rue des Tourterelles

Rue des Grisilles

## Allée des Passerines

Rue de la Marcaissonne

es Tuileries et l'allée des

[illegible]

Rue de la Plaine

Rue du Mas

Rue de la Ferme

Rue de la Forge

Impasse de la Forge

Rue du Hameau

Rue des Tilleuls

Rue de l'Argentière

[illegible]

Rue des Perles

Rue des Saphirs

Rue du Jade

Rue de l'Opale

Rue des Topazes

Rue des Emeraudes

Avenue du Corail

Rue de l'Ambre

Avenue des Améthystes

Rue de Mirande

流	聖	親	韓	登	繼	羅	郭	周	韓	張	船
源	廟	驥	家	昌	祥	漢	漢	漢	翁	華	藏

## Impasse des Nautilus

Rue des Comores

## Impasse Wallis

## Impasse Futuna

Rue des Seychelles

Rue de la Polynésie

Rue des Aigues-Marines

Rue de l'Ambre

**Quartier du Coustou, Béatrice, Place de la Poste :**

Rue du Vivier	Rue de la Tour
Rue Béatrice	Avenue du Coustou
Impasse Béatrice	Impasse du Coustou
Rue des Genêts	Place du Coustou
Impasse des Genêts	Place de la Poste

**Quartier des jardins de la ZAC Tucard :**

Rue des Cèdres	Rue du Pastel
Avenue du Lauragais	Rue Lou Païs
Rue de Tucard	Rue de Firmis
Rue André Grèzes	Rue de Nazan

**Quartier du Village et des Hauts de Gam :**

Rue du Centre	Rue des Hauts de Gam
Rue des Sports	Rue Rosa Park
Rue des Chasselas	Rue de Soye
Rue des Mûriers	Rue du Stade
Rue de la Querqueille	Rue Simone Lambert
Rue des Ombrages	Rue Marie Curie
Rue Pablo Neruda	Avenue du Mail
Rue de Nazan (section entre la rue des Sports et l'avenue Augustin Labouilhe)	
Avenue Augustin Labouilhe (section 42, avenue Augustin Labouilhe à 25 mètres après le carrefour de l'avenue du Lauragais)	

**Quartier Labouilhe-Ninaret :**

Place du Souvenir	Rue du Collège
Rue du Ninaret	Rue du Mail de l'Eglise
Rue des Bleuets	Rue du Docteur Arrazat
Rue des Tournesols	Rue François Montregeau

**Quartier Bellières :**

Rue du Moulin	Rue des Alisiers
Rue du Parc	Rue des Acacias
Place Bellières	Rue du Panoramique
Rue de Lentourville	Place du Panoramique
Rue du Palais	Impasse Bellevue
Rue de l'Ormeau	Rue de la Chênaie
Rue de la Saboterie	Rue de la Frênaie
Chemin d'En Couderc	Rue des Floralies
Rue du Couli	Avenue de Stéphanie
Rue du Bousquet (à partir de la rue de Lentourville)	
Avenue Jean Bellières (de la rue Armand Leygue au n°46 de l'avenue Jean Bellières)	

**Quartier des Lauriers :**

Rue des Lauriers	
Avenue du Lycée	
Voie de desserte des parkings et du gymnase du lycée Pierre Paul Riquet	

**ARTICLE 3 :**

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

**ARTICLE 4 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**ARTICLE 8 :**

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Groupement Nord Est des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 11 avril 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Marie-France DUNANT épouse TABURIAU**,  
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du  
19 juillet 2019 à 17 heures 30 minutes au 22 juillet 2019 à 08 heures.

**ARRETE S/N° A 2019-205**

**ARTICLE 1**

**Madame Marie-France DUNANT épouse TABURIAU** est déléguée pour remplacer le Maire en son  
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des  
Funérailles, du 19 juillet 2019 à 17 heures 30 minutes au 22 juillet 2019 à 08 heures.

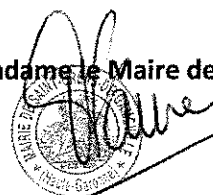
**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

**Madame le Maire de Saint-Orens,**



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **17 JUIN 2019**

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT  
PORTANT INSTAURATION D'UNE  
INTERDICTION DE TOURNER A GAUCHE,  
EN AGGLOMERATION**

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8 et R 411-25 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 4<sup>ème</sup> partie – signalisation de prescription – approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992 ;

**Considérant** que par mesure de sécurité sur les voies inter communales en agglomération, il convient de prévenir les accidents de la circulation aux intersections.

**ARRETE S/N° A 2019-187**

**ARTICLE 1:**

L'arrêté n° 2019-88 du 12 février 2019 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

Est instaurée, aux intersections des voies inter communales désignées, en agglomération, une interdiction de tourner à gauche pour les usagers.

**ARTICLE 3 :**

La signalisation réglementaire correspondante de type B2a conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – quatrième partie – signalisation de prescription – sera mise en place, implantée et entretenue par la Communauté Urbaine Toulouse Métropole définis ci-dessous.



LIEUX
Intersection avenue de Toulouse / rue de Sicard pour les plus de 5 T Sauf services et transport en commun
Intersection avenue Augustin Labouilhe / Rue de Nazan (venant du rond-point de Gameville > rond-point Augustin Labouilhe)
Intersection avenue des Pyrénées / Avenue Louis Couderc
05, avenue des Pyrénées avant intersection Avenue Louis Couderc
Route de Revel face au bâtiment Président situé rue des Lauriers
Intersection route de Revel / Rue des Lauriers (Venant du rond-point de Gameville > rond-point Pierre Paul Riquet)
Allée de Tardieu via route de Revel
Route de Revel face au bâtiment du 02, rue des Lauriers
Intersection route de Revel (RD2) via Allée de Tardieu
Intersection avenue du lycée / rue des Lauriers
Intersection rue des Muriers / avenue de Gameville
Intersection avenue de Gameville / rue des Mûriers
21 bis, avenue de Toulouse
Intersection rue de Fondargent / avenue de Toulouse
Intersection avenue Augustin Labouilhe / Impasse Dordac (venant du rond-point de Gameville > rond-point Augustin Labouilhe)
Intersection rue du Palais / avenue de Gameville
Intersection rue de Lalande/ rue de la Pradelle
Intersection avenue de Gameville/ rue de Soye

#### **ARTICLE 4 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

#### **ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 6**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

#### **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

#### **ARTICLE 8**

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **ARTICLE 9**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 26 mars 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JUIN 2019

En publication, affichage ou notification le :

**DECISIONS**

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26<sup>ème</sup> Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION A  
TOULOUSE METROPOLE****PROJET DE FORUM DE L'EMPLOI ET DE  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
2019**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code générale des collectivités territoriales et notamment son article L2121-22,

**Vu** la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales (alinéa 26),

**Considérant** le projet de Forum 2019 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

**Considérant** qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion de rechercher les subventions permettant de financer ce projet,

**DECIDE S/N° D 2019-32****ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de Toulouse Métropole, l'attribution d'une subvention de 6 000€, pour contribuer au financement du Forum 2019 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

  
Madame le Maire de Saint-Orens,  
**DOMINIQUE FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

03/07/19

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code générale des collectivités territoriales et notamment son article L2121-22,  
**Vu** la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales (alinéa 26),

**Considérant** le projet de Forum 2019 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,  
**Considérant** qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion de rechercher les subventions permettant de financer ce projet,

**DECIDE S/N° D 2019-31**

**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de la Région Occitanie, l'attribution d'une subvention de 2 000€, pour contribuer au financement du Forum 2019 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,  
  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/06/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

03/07/19

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2019011  
Emplacement : B/8  
Date Echéance : perpétuelle**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. Jean FUZIER et Mme Thérèse, Mathilde BERTON épouse FUZIER** demeurant à **TOULOUSE, 34 Chemin De Cayras**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2019-030**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. Jean FUZIER et Mme Thérèse, Mathilde BERTON épouse FUZIER et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale : une CONCESSION PERPÉTUELLE à compter du 6 juin 2019**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2210,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 26 juin 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **26 JUIN 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: **- 8 JUL. 2019**

Et publication, affichage ou notification le:

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.  
4ème Alinéa – Mise en place d'une  
mutuelle communale**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n°73/2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame Le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,  
**Vu** la délibération n° 01-01-2019 en date du 12 février 2019 approuvant le cahier des charges pour la mise en place d'une mutuelle communale,  
**Vu** l'analyse des offres des mutuelles en réponse à l'appel à projet de la Ville de Saint-Orens,

**Considérant** l'intérêt pour la commune de mettre en place une mutuelle communale ;

**DECIDE S/N° D 2019-29**

**ARTICLE 1**

De mettre en place un partenariat avec la Mutuelle PréviFrance située au 80 rue Matabiau à Toulouse et de signer le contrat correspondant.

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation  
Madame le Maire de Saint-Orens,



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **26 JUIN 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **27 JUIN 2019**

En publication, affichage ou notification le : **27 JUIN 2019**

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2019010**

**Emplacement : M/33**

**Date Echéance : 21 juin 2069**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

**Vu** la demande présentée par **Mme PAULY Viviane, Jeanine (née ELINEAU)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 37 Rue De La Querqueille**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2019-027**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme PAULY Viviane, Jeanine (née ELINEAU), et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :  
une **CONCESSION CINQUANTENAIRE à compter du 21 juin 2019**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 21 juin 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **21 JUIN 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: **- 2 JUL. 2019**

Et publication, affichage ou notification le:



**DEMANDE DE SUBVENTION AU  
TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN  
DE L'ETAT A L'INVESTISSEMENT  
LOCAL POUR 2019 - LISTE DES  
PROJETS SOUMIS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article 250 de la Loi de Finances pour 2019, relative à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL),

**Vu** l'article L. 2334-42 du code général des collectivités territoriales portant disposition de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL),

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.,

**Considérant** les critères d'éligibilité modalités de constitution des dossiers de demande de financements au titre de cette dotation,

**Considérant** que certains projets portés par la commune, dont l'exécution n'est pas à ce jour engagée, entrent dans le champs des axes définis par cette dotation,

**Considérant** qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les subventions permettant de financer le projet.

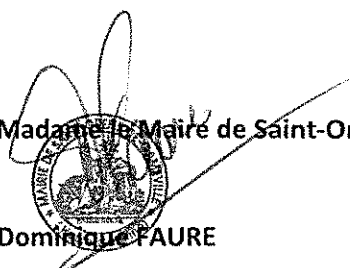
**DECIDE S/N° D 2019-26**
**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de l'Etat, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, l'attribution d'une subvention permettant le financement des opérations ci-dessous énumérées. La collectivité assurera sur ses fonds propres le reste à charge de chacune des opérations, déduction faite des subventions qui seront attribuées.

Opérations	Dépense H.T.	Financements FSIL		Commune sur fond propre
		Taux	Montant	
<b>Mise aux normes et sécurisation des établissements publics</b>	<b>324 743 €</b>		<b>257 344 €</b>	<b>67 399 €</b>
Installation d'une vidéo protection Ville et Maison des Arts Martiaux	316 576 €	80%	253 261 €	63 315 €
<i>Caméras</i>	159 391 €		127 513 €	31 878 €
<i>Raccordement</i>	157 185 €		125 748 €	31 437 €
Maison de la petite enfance	8 167 €	50%	4 084 €	4 084 €
<i>Installation d'une clôture extérieure occultante (mise en sécurité, mise aux normes)</i>	6 310 €		3 155 €	3 155 €
<i>Réhausse des portails</i>	1 857 €		929 €	929 €
<b>Rénovation thermique</b>	<b>379 691 €</b>		<b>223 701 €</b>	<b>155 990 €</b>
Maison de la petite enfance - Salles d'activités (remplacement de sols, dalles et isolation, installation de LED)	6 321 €	50%	3 161 €	3 161 €
Groupes scolaires	312 620 €	55%	171 941 €	140 679 €
<i>Mise en conformité des boies électriques</i>	2 390 €		1 315 €	1 076 €
<i>Remplacement des menuiseries</i>	41 890 €		23 040 €	18 851 €
<i>Travaux de désamiantage, de pose de sols souples - Ecole Catala</i>	251 361 €		138 248 €	113 112 €
<i>Remplacement de l'isolation, des luminaires par des LED</i>	16 980 €		9 339 €	7 641 €
<i>Rénovation de la toiture - Ecole du Corail</i>	2 008 €		1 104 €	904 €
Equipements sportifs - Remplacement des luminaires par des LED salle verte et salle bleue, gymnase Riquet	60 749 €	80%	48 600 €	12 150 €
<b>Revitalisation du centre-ville</b>	<b>1 171 590 €</b>	<b>80%</b>	<b>937 272 €</b>	<b>234 318 €</b>
Réhabilitation de l'ancienne salle polyvalente en halle commerçante	1 102 057 €		881 646 €	220 411 €
Aménagement paysagers de l'espace public	69 532 €		55 626 €	13 906 €
<b>Total</b>	<b>1 876 024 €</b>		<b>1 418 317 €</b>	<b>457 706 €</b>

## ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

  
Madame le Maire de Saint-Orens,  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19 JUIN 2019  
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 19 JUIN 2019  
En publication, affichage ou notification le : - 5 AOUT 2019

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****5<sup>ème</sup> Alinéa – Nouvelle convention de  
mise à disposition d'équipements sportifs  
au profit du Lycée Pierre Paul Riquet**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n°73/2015 en date du 29 septembre 2015 portant sur les délégations accordées au Maire en application de l'article L.2122-22 du C.G.C.T et notamment l'alinéa 5,

**Considérant** que le Maire est autorisé à décider au nom du Conseil Municipal de la conclusion ou de la révision du louage pour une durée n'excédant pas douze ans,

**DECIDE S/N° D 2019-25****ARTICLE 1**

De signer la nouvelle convention de mise à disposition d'équipements sportifs au profit du Lycée Pierre Paul Riquet, entre la Ville, la région Occitanie et le Lycée, pour une durée de 10 ans. Cette convention apporte des précisions sur l'utilisation des installations, les obligations des signataires et dispositions financières.

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal.

**ARTICLE 3**

D'afficher et publier la présente décision au Recueil des actes administratifs de la Ville et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation  
Madame le Maire de Saint-Orens,



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **17 JUIN 2019**

En-publication, affichage ou notification le : **17 JUIN 2019**

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.  
5<sup>ème</sup> Alinéa – Convention de mise à  
disposition d'équipements de Tennis**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération du Conseil Municipal n°73/2015 en date du 29 septembre 2015 portant sur les  
délégations accordées au Maire en application de l'article L.2122-22 du C.G.C.T et notamment  
l'alinéa 5,

**Considérant** que le Maire est autorisé à décider au nom du Conseil Municipal de la conclusion ou  
de la révision du louage pour une durée n'excédant pas douze ans,

**DECIDE S/N° D 2019-24**

**ARTICLE 1**

De signer la convention de mise à disposition d'équipements de tennis au bénéfice du tennis club  
Saint Orens pour une durée de trois ans .Cette convention apporte des précisions sur  
l'utilisation des installations, les obligations des signataires et dispositions financières

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil  
Municipal.

**ARTICLE 3**

D'afficher et publier la présente décision au Recueil des actes administratifs de la Ville et d'en  
adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation  
Madame le Maire de Saint-Orens,



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

**17 JUIN 2019**

En publication, affichage ou notification le : **17 JUIN 2019**

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2019009**

**Emplacement : M/36**

**Date Echéance : 3 mai 2069**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

**Vu** la demande présentée par **M. BERGÉ Edouard Louis** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 22 Rue de L'Ambre**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2019-023**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de **M. BERGÉ Edouard** et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION CINQUANTENAIRE à compter du 3 mai 2019**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

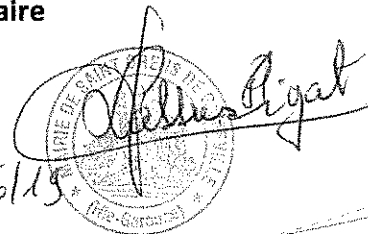
Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 12 juin 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le:

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 17/06/19

Et publication, affichage ou notification le:



# **DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

## **2ème Alinéa – Fixation des tarifs extérieurs de la restauration municipale**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).,

**Considérant** la nécessité de fixer les tarifs de la restauration municipale, en tenant compte de l'évolution de l'indice INSEE du prix des repas dans un restaurant scolaire sur les 12 derniers mois, des investissements en matériel et de l'augmentation significative du coût des matières premières.

### **DECIDE S/N° D 2019-22**

#### **ARTICLE 1**

De fixer les tarifs extérieurs de la restauration municipale comme suit :

TARIFS Année scolaire 2019/2020		
CUISINE CENTRALE MUNICIPALE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE		
TYPE	OBJET	Tarif
<b>A</b>	<b>Repas "élèves des écoles prim et mat" Communes</b>	
	*Mairie de PRESERVILLE repas scolaires	
	*CENTRE DE LOISIRS DE PRESERVILLE	
	*Association Loisir Education & citoyenneté Grand Sud	
	*Poney club	
	Repas des élèves en école Primaire	3,89 €
	Repas des élèves en école maternelle	3,77 €
<b>B</b>	<b>Repas "INDIVIDUELS".</b>	
	C.C.A.S / Régimes inclus frais de fabrication individuel	5,53 €
	Potage individuel	1,13 €
<b>C</b>	Repas des stagiaires du CNFPT ou autres stagiaires	13,40 €
<b>D</b>	Repas du Club des Aînés St ORENS	8,86 €
<b>E</b>	Repas centre de loisirs La Caprice - Sicoval	3,50 €

#### **ARTICLE 2**

Les présents tarifs s'appliqueront à compter du 1er Septembre 2019.

**ARTICLE 3**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19 JUIN 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 19 JUIN 2019

Affichage le :

Publication le : - 5 AOUT 2019

DÉCISION PRISE EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE  
GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

## 2ème Alinéa – Fixation des tarifs de l'Ecole de Musique pour l'année scolaire 2019/2020

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,**  
**Vu la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge**  
**Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22**  
**du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs**  
**des redevances des services publics locaux (alinéa 2).,**

**Considérant** la nécessité de fixer les tarifs des activités de l'Ecole de Musique pour l'année scolaire 2019/2020,

DECIDE S/N° D 2019-21

## ARTICLE 1

De fixer, à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2019, les tarifs des activités de l'Ecole de Musique comme suit :

Quotient familial		Instruments		Formation musicale		Débutants enfants avec instrument associé
		Enfants	Adultes	Enfants	Adultes	
T1	Q ≤ 240	162,00 €	194,00 €	104,00 €	122,00 €	205,00 €
T2	240 < Q ≤ 330	195,00 €	234,00 €	124,00 €	144,00 €	246,00 €
T3	330 < Q ≤ 430	226,00 €	272,00 €	144,00 €	170,00 €	285,00 €
T4	430 < Q ≤ 530	248,00 €	298,00 €	158,00 €	185,00 €	313,00 €
T5	530 < Q ≤ 620	270,00 €	324,00 €	172,00 €	200,00 €	341,00 €
T6	620 < Q ≤ 820	294,00 €	352,00 €	188,00 €	218,00 €	372,00 €
T7	820 < Q ≤ 1000	318,00 €	391,00 €	206,00 €	235,00 €	403,00 €
T8	1000 < Q ≤ 1300	355,00 €	424,00 €	225,00 €	261,00 €	446,00 €
T9	Q > 1 300	381,00 €	447,00 €	237,00 €	280,00 €	476,00 €
Extérieurs		558,00 €		366,00 €		711,00 €

**Ateliers de pratique amateur sans cours d'instrument : 90 Euros**

**Droit inscription : 35 Euros**

Abattements (arrondi à l'euro le plus proche)

Jardin musical, Initiation CP : Formation musicale -30%

Débutants enfants (ateliers découvertes) : Formation musicale + instrument -30 %

Familles : 2<sup>ème</sup> élève : -10 % / 3<sup>ème</sup> élève : -20 % / 4<sup>ème</sup> élève : -30 %



**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19 JUIN 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 19 JUIN 2019

Affichage le :

Publication le : - 5 AOUT 2019

# **DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**2ème Alinéa – Fixation des tarifs des  
activités Sport'Orens 2019/2020**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge  
Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22  
du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des  
tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).,

**Considérant** la nécessité de fixer les tarifs des activités Sport'Orens pour l'année scolaire  
2019/2020,

**DECIDE S/N° D 2019-20**

## **ARTICLE 1**

De fixer, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, les tarifs des activités Sport'Orens comme  
suit :

Tranche	QF	Journée type	½ journée type 4h	Séjour hiver 5j/4 nuits
1	$Q \leq 240$	9,09 €	4,60 €	135,00 €
2	$240 < Q \leq 330$	11,11 €	5,56 €	150,00 €
3	$330 < Q \leq 430$	14,93 €	7,47 €	160,00 €
4	$430 < Q \leq 530$	15,89 €	7,95 €	170,00 €
5	$530 < Q \leq 620$	16,84 €	8,42 €	180,00 €
6	$620 < Q \leq 820$	18,75 €	9,37 €	190,00 €
7	$820 < Q \leq 1000$	20,44 €	10,25 €	210,00 €
8	$1000 < Q \leq 1300$	22,68 €	11,39 €	235,00 €
9	$Q > 1300$	24,81 €	12,45 €	260,00 €
Extérieur		24,81 €	12,45 €	260,00 €

## **ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au  
Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-  
Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le :

Affichage le :

Publication le : - 5 AOUT 2019

Ces tarifs ne s'appliquent pas au personnel qui encadre les enfants sur le temps du repas

## ARTICLE 2

De fixer, à compter du 1er septembre 2019, les tarifs des activités péri et extra-scolaires, à appliquer par le délégataire, comme suit :

### 1/ Droit d'inscription :

Forfait de 5€ annuels, par famille, quelque soit le nombre d'activités choisies.

### 2/ Accueil de Loisirs Associé à l'École (ALAE)

Le temps d'accueil n'est pas divisible, et se décompose de la façon suivante :

- Accueil du matin = de 7h30 à 9h, soit 1h30
- Accueil du soir = de 16h30 à 18h30, soit 2h (animation, intervention d'associations, atelier devoirs, APC)

La facturation est établie à la réservation, sur la base du temps d'accueil du matin et du soir et selon le nombre de semaines réservées (de 1 à 35 semaines). Elle est arrondie à deux décimales.

Possibilité de modification en cas de changement de situation ou de besoins.

Quotient familial		Tarif horaire
1	$Q \leq 240$	0,1115 €
2	$240 < Q \leq 330$	0,1450 €
3	$330 < Q \leq 430$	0,1784 €
4	$430 < Q \leq 530$	0,1952 €
5	$530 < Q \leq 620$	0,2119 €
6	$620 < Q \leq 820$	0,2454 €
7	$820 < Q \leq 1000$	0,2788 €
8	$1000 < Q \leq 1300$	0,3122 €
9	$Q > 1300$	0,3346 €

### 3/ Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

Le temps d'accueil est d'1/2 journée, non divisible, de 14h à 18h30.

La facturation est établie selon la présence.

Quotient familial		Tarif horaire
1	$Q \leq 240$	1,80 €
2	$240 < Q \leq 330$	2,45 €
3	$330 < Q \leq 430$	3,45 €
4	$430 < Q \leq 530$	3,87 €
5	$530 < Q \leq 620$	4,30 €
6	$620 < Q \leq 820$	5,03 €
7	$820 < Q \leq 1000$	5,66 €
8	$1000 < Q \leq 1300$	6,16 €
9	$Q > 1300$	6,59 €

### **ARTICLE 3**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19 JUIN 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 19 JUIN 2019

Affichage le :

Publication le : - 5 AOUT 2019

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n°: 2019008**  
**Emplacement : R/3**  
**Date Echéance : 11 juin 2069**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

**Vu** la demande présentée par **Mme MICHEL Dominique, Marie-Hélène (épouse RAVELLI)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 6 Avenue De Stéphanie**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2019-018**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme MICHEL Dominique, Marie-Hélène (épouse RAVELLI), et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION CINQUANTENAIRE à compter du 11 juin 2019**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 11 juin 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **11 JUIN 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: **17 JUIN 2019**

Et publication, affichage ou notification le:

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2019007  
Emplacement : U/11  
Date Echéance : perpétuelle**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. MÉNARD Gérard, Alain, Charles et Madame OESTERMANN épouse MÉNARD Nicole, Henriette, Marguerite** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 7 Rue Des Capitouls**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2019-017**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de **M. MÉNARD Gérard, Alain, Charles et Madame OESTERMANN épouse MÉNARD Nicole, Henriette, Marguerite**, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION PERPÉTUELLE à compter du 5 juin 2019**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et aux intéressés.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 7 juin 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **07 JUIN 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: **13 JUIN 2019**

Et publication, affichage ou notification le:



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération n°73/2015, en date du 29 septembre 2015, par laquelle le Conseil Municipal charge le Maire par délégation « de procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts »,

**Vu** les opérations d'investissements inscrites au budget 2019 prévoyant le recours à un emprunt maximum de 1 500 000 €,

**Considérant** la consultation formulée par la commune le 22 mai dernier, pour l'emprunt inscrit au budget 2019, soit 1 500 000 d'euros,

**Considérant** l'analyse des offres formulées par les établissements bancaires, le choix, s'est porté sur la proposition de financement de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Toulouse 31, offrant un taux fixe le plus bas sur une période de 15 ans, soit 0,84%.

**DECIDE S/N° D 2019-16**

**ARTICLE 1**

Pour contribuer au financement de son programme d'équipement 2019, la Commune de Saint-Orens de Gameville sollicite auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Toulouse 31, un financement de 1 500 000 euros, dont les caractéristiques sont les suivantes :

**Mise en place d'un prêt long terme :**

- Montant : 1 500 000 €
- Durée : 15 ans
- Périodicité : Annuelle
- Taux fixe : 0,84%
- Amortissement du capital : progressif (échéances constantes)
- Frais de dossier : 0,10% du montant, soit 1 500 €
- Parts sociales : néant

Le prêt devra faire l'objet d'un 1<sup>er</sup> déblocage minimum de 10 % du montant total emprunté dans les quatre mois après l'acceptation de l'offre.

Des déblocages fractionnés sont possibles avant l'appel de la 1<sup>ère</sup> échéance, soit au maximum, un an après le 1<sup>er</sup> déblocage.

Il est également possible de pratiquer un décalage de la date de la 1<sup>ère</sup> échéance, moyennant le paiement d'intérêts intercalaires à 17 mois maximum après la date de 1<sup>er</sup> déblocage.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement d'une indemnité de remboursement anticipé composée d'une indemnité de gestion (2 mois d'intérêts) et d'une indemnité financière si le remboursement intervient en période de baisse des taux calculée sur l'évolution du TEC10

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Maire à signer les documents afférents à la contractualisation de ce financement et de s'engager à créer les ressources nécessaires au remboursement de celui-ci.



### **ARTICLE 3**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation  
Madame le Maire de Saint-Orens.

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06 juin 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 06/06/2019

En publication, affichage ou notification le 06/06/2019

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n°: 2018032**  
**Emplacement : Q/6**  
**Date Echéance : 31 octobre 2068**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. COPADO Jean, Claude** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 28 Rue Des Genêts**, et tendant à obtenir une concession de terrain,  
**Vu** la décision n° D2018-062 du 05 novembre 2018.

**DECIDE S/N° D 2019-015**

**ARTICLE 1**

La présente décision abroge la décision n°D2018-062 du 05 novembre 2018.

**ARTICLE 2**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. COPADO Jean, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale : une **CONCESSION CINQUANTENAIRE à compter du 31 octobre 2018**

**ARTICLE 3**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

**ARTICLE 4**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 5**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 4 juin 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **04 JUIN 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: **13 JUIN 2019**

Et publication, affichage ou notification le:



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.  
24ème Alinéa – Renouvellement de  
l'adhésion à l'Association ATLAS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n°73/2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame Le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,  
**Vu** la délibération n°10/2014 en date du 28 janvier 2014 portant adhésion de la commune à l'association ATLAS,

**Considérant** l'intérêt pour la commune de renouveler l'adhésion à l'association ATLAS ;

**DECIDE S/N° D 2019-14**

**ARTICLE 1**

De renouveler pour l'année 2019 l'adhésion de la commune à l'association ATLAS et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de cinq cent Euros ( 500 €).

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation  
Madame le Maire de Saint-Orens,



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/06/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 14 JUIN 2019

14 JUIN 2019

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2019004  
Emplacement : M/28  
Date Echéance : 28 mars 2069**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **Mme BEGOIN Isabelle, Marie-Béatrice (épouse BENDINE)** demeurant à **L'UNION, 11 Rue Du Pic Du Midi**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2019-013b**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme BENDINE Isabelle, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION CINQUANTENAIRE** à compter du 28 mars 2019

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2635,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 13 mai 2019

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Madame Josiane LASSUS PIGAT  
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le:

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 27/05/19

Et publication, affichage ou notification le:

